

par Michel Rogalski

Alors que le processus de mondialisation en cours perturbe les traits et les repères traditionnels de l'internationalisme, ne serait-ce qu'en opposant plus facilement les travailleurs entre eux et en mettant à mal les États-Nations, la mobilisation sur ce qu'il est désormais convenu d'appeler « les affaires du monde » rencontre un écho croissant et ponctue rituellement les grands Sommets internationaux, mettant en mouvement des forces nouvelles.

## Une approche mondialiste

Ces forces relèvent d'une nébuleuse qui a en commun de partager l'idée que le cadre national serait désormais dépassé et inapte à faire face aux grands problèmes auxquels sont confrontées l'humanité et la planète. Il existeraient désormais un espace particulier d'intervention à privilégier, le mondial, des institutions spécifiques sur lesquelles agir et une citoyenneté de même niveau, dès lors que la scène mondiale serait devenue accessible aux individus.

Il s'agit d'une idéologie, le mondialisme, qui accompagne le processus de mondialisation. Ses racines sont multiples et s'enracinent dans des milieux fort variés. Du *Club de Rome* à la *Trilatérale*, en passant par la mouvance libérale démocrate-chrétienne européenne on retrouve cette approche qui décline la nécessaire adaptation aux contraintes internationales et milite pour la mise sur pieds de formes supranationales de gestion de la planète. La décennie 80 verra se multiplier la rédaction de rapports émanant de Commissions indépendantes qui, sous des formes diverses reviendront à minimiser l'intérêt national face aux préoccupations planétaires.

La notion d'*intérêts communs* sera mise en avant dès le *Rapport RIO* (1976 - Reshaping International Order), rédigé à l'initiative du Club de Rome. Pour gérer ces intérêts il en appelle à une planification internationale dans le cadre d'un système des Nations Unies restructuré. Puis avec le *Rapport Brandt* (1980 - Intérêts mutuels ; Écart Nord-Sud), le *Rapport Palme* (1982 - Sécurité commune ; Mesures de confiance), le *Rapport Brundtland* (1987 - Écosystèmes mondiaux ; Développement durable), le *Rapport Nyerere de la Commission du*

*Sud* (1990 – Renforcement de la coopération Sud-Sud), *l'Initiative de Stockholm* (1991 – Gouvernabilité mondiale ; Nouveau concept de souveraineté) ou le *Groupe de Lisbonne*] (1995- Critique des excès et des méfaits de la compétitivité) on assiste à une réflexion collective qui se met en place autour de l'articulation des questions du développement et de la sécurité dans un monde interdépendant. Dans la lignée de ces travaux la « Commission sur la Globale Governance » sera tout naturellement créée en 1992.

Ces travaux, souvent sérieux et documentés, ont contribué à l'émergence d'une prise de conscience « d'enjeux planétaires » même si l'expression « village-planétaire » qui émane de cette mouvance est hautement contestable. Ils feront cependant largement l'impasse sur l'effondrement de la sécurité individuelle qui gagne la planète ou sur la perte de gouvernabilité nationale qui affecte de plus en plus d'États et les rend incapables de s'engager internationalement de façon fiable. De même, l'interdépendance si souvent invoquée n'est jamais envisagée comme une situation où certains seraient plus dépendants que d'autres.

On ne pourra pas ne pas noter la naissance d'un « espace public international » où ces diverses questions sont de plus en plus débattues à travers des Sommets mondiaux. Ainsi en quelques années se sont multipliées des conférences mondiales, suscitées par le système des Nations-Unies autour de questions d'intérêt universel : Le Sommet de Rio (1992) sur l'environnement et le développement, celui du Caire (1994) sur la population mondiale, celui de Copenhague (1995) sur le social, celui de Pékin (1995) sur les femmes et celui d'Istanbul (1996) sur les grandes villes. Il serait bien sûr naïf de croire que tout ce qui s'y décide s'applique, ou que la participation forte de représentants de la société civile constituerait, à coup sûr, le gage de positions correctes. N'a-t-on pas vu la réunion du Caire prise en tenailles entre des écologistes extrémistes prêts à supprimer une partie de la population mondiale au nom de la défense de la planète et des émules du Pape ou des imams s'arc-bouter sur des positions natalistes ou anti-féministes ? Celle d'Istanbul a vu accourir les lobbies mondiaux des industries du bâtiment et des travaux publics faisant l'assaut des maires de grandes villes tous rassemblés pour leur vendre la privatisation des fonctions urbaines.

Ainsi, refusant le principe du *Nous déciderons pour vous, sur vous, mais sans vous* les nouveaux mondialistes ont mis la planète sous la surveillance des opinions publiques. Il faut s'en

féliciter. Et ce sont les réunions les plus discrètes du dispositif financier gestionnaire du monde qui sont maintenant sous étroite vigilance. Ils considèrent qu'il vaut mieux publiquement réfléchir et discuter des affaires du monde, aujourd'hui, plutôt que de se retrouver, demain, confrontés à un Gouvernement invisible.

## Une approche internationaliste

L'internationalisme procède d'une autre démarche, celle de la solidarité de luttes. Il a emprunté tout au long du XX ème siècle trois formes majeures :

- Octobre 17 a ouvert la voie à une longue chaîne de solidarité fortement inscrite dans la naissance de la jeune Union soviétique puis dans la constitution des Blocs. Ceux qui y contribuèrent nouèrent des liens, s'entraidèrent, échangèrent des expériences. Ils furent responsables non seulement devant leur peuple mais devant toute l'humanité en espérance. Ils étaient animés d'une motivation forte, celle d'une *visée commune s'incarnant dans un avenir à construire*.
- Le deuxième front de ces luttes fut celui de la solidarité aux peuples coloniaux et plus largement aux luttes du Tiers Monde. Des grandes causes émancipatrices enflammèrent la jeunesse des pays occidentaux dans les années 60 et 70 -Algérie, Vietnam, Afrique du Sud. Cette action s'accompagna d'une aide à des projets originaux de construction nationale (Cuba, Nicaragua, etc.). La *remise en cause d'un ordre dominant, celui de l'impérialisme* fut le ressort de ces luttes.
- Enfin la solidarité antifasciste et antidictatoriale fut aussi l'un des traits de ce siècle. L'engagement des Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne ou de la MOI dans la Résistance en furent les figures les plus emblématiques. Plus récemment, le Portugal de Salazar, la Grèce des colonels ou le Chili de Pinochet mobilisèrent des générations de militants. C'est la *perception d'un danger commun* et la volonté d'y faire face qui cristallisa la mobilisation. Participent également de cette démarche les formes de solidarité active aux démocrates autrichiens ou à l'égard de ceux qui s'opposent aux formes rétrogrades et fascisantes de l'intégrisme religieux, de l'Afghanistan à l'Algérie.

Si l'internationalisme a pu pendant longtemps apparaître comme des formes de soutien à des

lutttes menées par d'autres et empreintes de ce fait d'un fort sentiment de générosité, nous sommes entrés dans une période où l'intérêt commun se manifeste d'emblée entre les acteurs de lutttes autour de la planète. Au Nord, la victime des politiques d'austérité remettant en cause les acquis constitués comprend spontanément le sens des lutttes de ceux qui, au Sud, combattent les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI. Il s'agit de lutttes dont la convergence est d'emblée perçue et dont la disparité dans la situation des acteurs ne fait pas obstacle à leur mise en relation.

Si les grandes grèves de décembre 1995 en France ont suscité un tel mouvement de solidarité autour de la planète, c'est parce que chacun y a vu, dans le refus de soumission aux contraintes extérieures, celles des marchés et de la construction européenne, dont elles étaient porteuses, leur contribution à une indéniable et puissante résistance à la mondialisation. Les sidérurgistes allemands, en manifestant quelques mois plus tard en brandissant des drapeaux français exprimèrent bien le sentiment d'une communauté de lutttes. Les « élites mondiales » durent en convenir quelques mois plus tard à Davos. Certes, en mettant en concurrence travailleurs et Nations, la mondialisation apparaît comme un facteur de grande insolidarité, mais dans le même temps en « rétrécissant » la planète elle aide à la conscience d'un rapprochement de lutttes.

## Une possible convergence ?

La nouveauté réside dans le fait que le mondialisme s'est fracturé et n'est plus porté uniquement par ceux qui aspirent à un gouvernement mondial mais implique également ceux qui ont une autre vision de la gestion de la planète que les « globals leaders » de Davos ou du G8. Certes ils partagent souvent en commun avec les élites mondialisées l'idée que le cadre national serait dépassé mais ils ont avec celles-ci un désaccord sur la façon de concevoir l'organisation du monde et l'expriment avec vigueur à travers leurs mots d'ordre (« le monde n'est pas à vendre », la sphère marchande ne doit pas tout pénétrer). Bref ils se mêlent de ce qui ne les regarde pas. Cela ne les empêche pas de systématiquement privilégier les mécanismes décisionnels de niveau supranational au détriment de mesures nationales pouvant permettre de s'émanciper des fameuses contraintes extérieures. Bref la réflexion est engagée sur le niveau mondial et délaisse le lieu décisif de l'articulation du

national à l'international, considérant in fine que l'échelon national n'a plus de pertinence.

Pour leur part, les internationalistes sont bien conscients qu'à l'aube du XXIème siècle leur combat doit intégrer des dimensions nouvelles, libérées des blocs antagonistes de la guerre froide, qui vont bien au-delà du « prolétaires de tous les pays unissez-vous » et qui résultent des enjeux nouveaux induits par la mondialisation (sécurité, environnement, spéculation financière, montée de l'économie mafieuse, mouvements migratoires, etc.) et dont les réponses dépassent souvent le cadre unique des États-Nations et supposent des coordinations internationales – souveraines de préférence.

Les deux approches reflètent une culture différente. Les uns prennent le monde comme enjeu de luttés et veulent le façonner différemment. Les autres se servent du monde comme caisse de résonance et postulent la complémentarité entre internationalisme et primauté du cadre national, l'international fournissant la perspective et le national le terrain. Les uns cultivent le là-bas, plus tard et tous ensemble, les autres l'ici et maintenant avec l'aide des autres. Les uns labourent les champs de l'éthique, du moral et de l'humanisme, les autres raisonnent sur les catégories explicatives de l'exploitation et de l'intérêt commun comme moteur de la solidarité.

Dans la résistance à la mondialisation et dans la recherche d'autres types de relations internationales une palette de mesures peut être envisagée. Celles qui consistent à *agir dans et sur son pays* essentiellement pour modifier des logiques, s'en protéger et réarticuler différemment son rapport à l'international, puis celles qui consistent à *agir depuis et à partir de son pays* pour exercer une influence au sein de la scène et des institutions internationales plus ou moins régulatrices de l'ordre mondial. Enfin celles qui consistent à *agir ensemble avec d'autres pays* de façon coordonnée pour amplifier sa capacité d'influence

Il y a là matière à de nombreuses mesures gouvernementales ainsi qu'à de fortes mobilisations où internationalistes et nouveaux mondialistes peuvent et doivent se retrouver pour travailler ensemble, dans le respect de l'histoire et de la démarche de chacun. Puisse ce travail en commun être constitutif d'un « nouvel internationalisme » à la hauteur des enjeux du XXIème siècle.